

Majorité municipale

On maintient le cap avec des finances saines !

En 2017, l'État poursuivra la baisse des dotations aux collectivités locales (bloc communal, départements, régions). Pour la seule ville de Mont de Marsan, cela représente près de 2 millions d'euros de ressources en moins chaque année. Même chose pour l'Agglomération. Sur l'ensemble de notre mandat 2014-2020, le manque à gagner pour le territoire sera de 18 millions d'euros. Un effort considérable qui n'était ni prévu ni annoncé au moment où vous nous avez fait l'honneur de nous renouveler votre confiance.

Ce choix du Gouvernement socialiste, annoncé seulement quelques semaines après les élections municipales de 2014, est lourd de conséquences. En transférant de plus en plus de charges et en diminuant brutalement leurs ressources, le Gouvernement a voulu transférer l'impopularité fiscale sur les élus locaux. En agissant de la sorte, le Gouvernement a pris le risque de mettre sérieusement à mal la confiance des Français envers leurs élus locaux. Partout en France, et plus particulièrement dans les villes moyennes, les élus se sont retrouvés contraints d'activer le levier fiscal, de réduire leurs actions et les subventions, de prendre des mesures contraires à leurs engagements, et à renoncer à de nombreux projets forts de leurs programmes électoraux.

Si les efforts sont nécessaires, et aujourd'hui incontournables pour redresser le Pays, rien n'est pire que de les annoncer ou de les appliquer sans mandat des citoyens et en ayant caché ses intentions dans un objectif électoral.

Les élus montois ont intégré ces contraintes nouvelles depuis maintenant 2 ans, et s'attachent à assumer, travailler et anticiper pour s'en sortir.

La ville de Mont de Marsan est engagée sur une trajectoire financière qui permettra de surmonter cette situation inédite tout en poursuivant les principaux objectifs politiques de l'équipe municipale.

Le budget communal est contraint mais solide sous l'effet de la maîtrise de toutes nos dépenses. Avec un encours de dette stable depuis 2011, malgré des investissements en forte hausse et une ville largement transformée, la ville de Mont de Marsan s'est armée pour les années à venir.

Quoi qu'en disent nos opposants, toujours prompts à crier au loup, nos ratios financiers (capacité de désendettement de 11 ans et épargne nette de 1.400.000€) sont meilleurs que ceux qu'ils n'ont jamais atteints lors de leur mandat 2001-2008, alors qu'ils avaient dans le même temps beaucoup moins investi, et augmenté les impôts de 30%.

Pour 2017, notre cap et nos priorités seront maintenus : stabilité des taux d'imposition, stabilité des subventions aux associations, stabilité des budgets consacrés à l'éducation et à l'action sociale, poursuite du développement de la culture et du sport. Un programme toujours ambitieux pour continuer à bâtir la ville de demain.

Pour plus d'informations, consulter le site internet : www.primaire2016.org

Liste UnAutreMont2 / H. Bayard, B. Tortigue, M-C. Bourdieu, C. Dayot, C. Davidson, F. Heba, É. Darteyron, C. Picquet, J-P. Gantier, C. Dupouy-Ventrepol, G. Chauvin, M. Crozes, A. Vignau-Tuquet, C. Couturier, B. Rouffiat, Chantal Planchenault, N. Tachon, S. Cheddad, T. Socodiabéhère, P. Haurie, J-M. Batby, M. Bancon, G. Parella, O. Di Lorenzo, A. Buchi, A-M. Pita-Dublanc, M. Mège, J. Lamaison, Ph. Eyraud, C. TAILLET / contact@unautremont2.fr
Permanence des adjoints au maire tous les samedis matin de 10h à 12h à l'Hôtel de Ville

Opposition municipale

La double peine

Les récents débats d'orientations budgétaires au sein du conseil municipal et du conseil de l'agglomération ont permis de mettre en évidence une situation financière préoccupante.

Au plan communal, le montant de la dette est élevé, la capacité de désendettement va dépasser le seuil d'alerte de 15 ans, la capacité d'autofinancement va diminuer dans les années à venir. Cette situation dégradée s'accompagne d'une baisse des investissements. Après deux hausses successives de la fiscalité de 5 % chacune, on nous indique qu'il n'y aura pas de nouvelle augmentation en 2017.

Que le contribuable montois ne se réjouisse pas trop vite !
L'augmentation des impôts est reportée sur l'agglomération !

À l'agglomération, les clignotants sont aussi au rouge !

Un montant de dette de 47 millions d'euros, une capacité de désendettement à 17 ans, des ratios d'intérêts de la dette par habitant qui sont le triple de la moyenne nationale !

Quand Mme Darrieussecq a été élue Présidente de l'agglomération, elle a trouvé dans "la caisse" plus de 6 millions d'euros. Aujourd'hui, "la caisse" est quasiment vide !

Cette situation conduit Mme Darrieussecq à nous proposer une baisse de l'investissement et une poursuite de l'augmentation des impôts de 3 % par an jusqu'en 2020 !

Les baisses de dotations de l'État n'expliquent pas, à elles seules, cette situation.

Cette situation est le résultat d'une mauvaise gestion, peu responsable. Il y avait bien sûr des travaux à engager. Certains étaient prévus par la précédente équipe : il en est ainsi de la médiathèque, du pôle culturel ou de la plateforme sociale.

D'autres constituaient le programme du nouvel exécutif. Il est légitime que ce programme soit entrepris. En revanche, le rythme effréné avec lequel les travaux ont été menés est très critiquable. Les travaux des berges (13 millions €), de voirie auraient dû être étalés dans le temps, ce qui aurait évité de connaître la situation financière actuelle.

Nous sommes donc face à une baisse de l'investissement et une hausse des impôts.

C'est la double peine !

Liste Nous le ferons ! Alain Baché, Jean-Michel Carrère, Renaud Lagrave, Renaud Lahitète, Didier Simon et Babette Soullignac / Nous contacter : gaucherepubletcit@free.fr

Tribune du Front National

Tribune non transmise

Quelle politique pour le centre-ville ?

Désolation, rideaux gris baissés, commerces fermés et sans repreneurs... Cette rapide agonie du centre-ville à laquelle nous assistons depuis quelques années est la traduction de l'incohérence de la politique municipale. D'un côté, celle-ci consacre des millions à la réhabilitation de l'espace public (bien que la réalisation de travaux en fin d'année au moment où le chiffre d'affaires est le meilleur montre que leur planification n'est pas réfléchie) et, d'un autre côté, elle crée la zone commerciale de Malage qui va encore aggraver la situation du petit commerce du cœur de ville, voire lui porter un coup mortel.

Voilà le résultat de l'inconséquence de la politique de droite ! Mais il n'y a aucune raison de se résoudre à cette désertification du centre-ville et du commerce de proximité.

Liste Mont2Gauche / Céline Piot / www.mont2gauche.fr / celine.piot@netcourrier.com